

# *L'année 1933 en Allemagne et en Autriche*

Cette année s'ouvre en Allemagne par une crise politique issue des élections du 6 novembre 1932 : recul de 3,7 % des nazis du NSDAP (parti allemand national-socialiste des travailleurs), progression de 2 % du parti national allemand, progression des communistes du KPD, qui dépasse les 15 % de l'électorat et devient le troisième parti du pays. Le 4 décembre 1932, Schleicher devient chancelier après le renvoi de Papen et le refus d'Hitler de devenir chancelier avec des moyens limités. La confusion règne, ainsi que l'atteste la grève des transports de Berlin, qui vient de voir communistes et nazis unis contre la direction et les syndicats.

**4 janvier** — Rencontre secrète entre Papen (vice-chancelier, Schleicher étant alors chancelier) et Hitler chez le banquier Schröder à Cologne : Papen propose un gouvernement à deux têtes – de « concentration nationale » – dans lequel serait inclus le conservateur Hugenberg, président des nationaux-allemands (DNVP).

**7 janvier** — Papen présente aux milieux d'affaires le projet de gouvernement de « concentration nationale ».

**9 janvier** — Lors d'une entrevue avec Hindenburg, Papen cherche à convaincre le Reichspräsident de faire entrer Hitler au gouvernement. Hindenburg approuve implicitement la formation d'un triumvirat Papen-Hitler-Hugenberg, mais ne veut pas laisser Hitler seul à la chancellerie.

**11 janvier** — Les Agrariens entrent en action : le comte Kalckreuth du Landbund se plaint auprès de Hindenburg du « bolchevisme agraire » du chancelier von Schleicher. Le Reichspräsident fait des remontrances à Schleicher, mais

celui-ci maintient sa politique : les Agrariens se tournent alors vers Papen et Hitler, qui se rencontrent le même jour chez Ribbentrop à Dahlem.

**12 janvier** — Ralliement des milieux d'affaires qui décident de soutenir financièrement le projet de gouvernement de « concentration nationale ».

**15 janvier** — Élections dans le petit Land de Lippe : les nazis du NSDAP gagnent 6 000 voix par rapport à novembre, mais 3 000 manquent encore par rapport à juillet. Ce demi-succès est transformé en triomphe à grand renfort de propagande. Mais, plus que la progression du parti nazi, celle des socialistes (SPD) confirme les milieux d'affaires dans l'urgence qu'il y a à promouvoir Hitler.

**17 janvier** — Hitler rencontre Hugenberg pour décider de la répartition des postes dans le futur ministère de « concentration nationale », dont il assurera la direction, secondé par Papen.

**18 janvier** — Nouvelle rencontre Papen-Hitler en présence de Göring, Röhm et Himmler : Papen est contraint d'avouer que le Reichspräsident n'est pas disposé à confier le poste de chancelier à Hitler, qui reste sur ses positions.

**19 janvier** — Hitler et Papen rencontrent l'industriel Thyssen et lui soumettent leur projet de composition du gouvernement de « concentration nationale ».

**20 janvier** — Le chancelier von Schleicher tente de composer avec Hitler et Papen, qui refusent.

**21 janvier** — Les nationalistes allemands s'en prennent à la Belgique au nom de l'autonomie flamande.

**22 janvier** — Oskar Hindenburg, fils du Reichspräsident, et Otto Meißner, secrétaire particulier d'Hindenburg, rencontrent Papen, Hitler, Göring et d'autres dirigeants nazis chez Ribbentrop. Les deux hommes sortent de l'entrevue convaincus qu'il faut confier la chancellerie à Hitler.

— À Berlin, les SA manifestent devant la Karl-Liebknecht-Haus, siège du comité central du parti communiste allemand (KPD).

**23 janvier** — Schleicher réclame au président la dissolution du Reichstag ainsi que l'état d'urgence et les pleins pouvoirs, ce que Hindenburg lui refuse, tout en récusant aussi la solution Hitler.

— Des agents nazis assassinent Formis, qui avait créé une station de radio antinazie clandestine à Prague pour le compte du Front noir dirigé par Otto Strasser (nazi de gauche).

**25 janvier** — En réplique à la démonstration de force nazie du 22 janvier, une manifestation réunit 120 000 ouvriers à l'appel du KPD.

**27 janvier** — Bien que pressé de toutes parts, le Reichspräsident s'oppose encore à la nomination de Hitler comme chancelier.

**28 janvier** — Le chancelier von Schleicher exige que le président Hindenburg proclame la dissolution du Reichstag et lui accorde les pleins pouvoirs. Hindenburg refuse une nouvelle fois et Schleicher démissionne.

**29 janvier** — Devant les rumeurs, répandues par Papen, d'une intervention imminente de la Reichswehr en faveur de Schleicher, Blomberg est intronisé ministre de la Reichswehr par Hindenburg.

— À l'appel du SPD, un mouvement se réunit au Lustgarten, où apparaissent des manifestants du SAP (Parti socialiste ouvrier) avec le portrait de Rosa Luxemburg appelant au front unique anti-nazi.

**30 janvier** — Hindenburg appelle Hitler au poste de chancelier pour former un nouveau gouvernement. Outre Hitler, seuls deux nazis sont au pouvoir, mais à des postes clés : Frick devient ministre de l'Intérieur, Göring ministre de l'Aviation et commissaire à l'Intérieur pour la Prusse. Les autres postes reviennent à des membres du DNVP (Hugenberg à l'Agriculture et à l'Économie, Franz Gurtner à la Justice), à des proches de ce parti (Seldte, chef des Stahlhelm, est ministre du Travail) ou aux barons comme Konstantin von Neurath (qui reste aux Affaires étrangères), von Krosigk (Finances) et Blomberg (Reichswehr). Papen est nommé vice-chancelier.

— Le KPD propose aux syndicats et au SPD une grève générale.

**Nuit du 30 au 31 janvier** — Nuit de victoire (retraite aux flambeaux) pour les militants nazis qui défilent à Berlin, de la porte de Brandebourg à la Chancellerie.

**31 janvier** — Refusant de sortir de la légalité tant que le gouvernement ne la viole pas, le SPD récuse la grève générale du KPD et appelle ses militants à rester sur le terrain de la Constitution.

— Discours de Hitler : « Donnez-nous quatre années... »

— En janvier, le chômage atteint son niveau le plus élevé en Allemagne.

**1<sup>er</sup> février** — Le chancelier Hitler obtient du président Hindenburg qu'il prononce la dissolution du Parlement. Les élections législatives sont fixées au 5 mars.

**2 février** — Le nouveau gouvernement promulgue une ordonnance qui interdit les manifestations.

— Réouverture de la conférence de Genève sur le désarmement.

**3 février** — Hitler harangue les généraux rassemblés chez Hammerstein-Equord. Il annonce que la Reichswehr restera indépendante des partis et promet le réarmement ainsi qu'une offensive contre les communistes et les pacifistes. Il laisse même entendre aux généraux qu'ils seraient appelés à conquérir des territoires à l'est.

**4 février** — Hindenburg signe un décret « pour la protection du peuple allemand » qui permet la suspension des droits fondamentaux. Il autorise l'interdiction des journaux et des rassemblements sous prétexte qu'ils diffusent de fausses nouvelles nuisant aux intérêts de l'État ou diffament les autorités et les fonctionnaires.

**5 février** — Göring dissout les assemblées régionales de Prusse afin de disposer d'un Conseil d'État favorable, mais il ne peut dissoudre le Landtag, les députés s'y opposent de même que le collègue des trois, formé de Braun, Adenauer

(président du Conseil d'État) et du président nazi du Landtag (deux voix contre une).

**6 février** — Le Reichspräsident Hindenburg signe un décret qui dessaisit Braun de ses prérogatives au profit de Papen : la dissolution du Landtag de Prusse est acquise. Le Land tombe sous la coupe de Göring (ministre de l'Intérieur).

**10 février** — Au Sportpalast de Berlin, Hitler termine son discours par un surprenant « Amen » qui, entendu à la radio et aux actualités cinématographiques, émeut de larges couches de la population.

**12 février** — Journée sanglante à Eisleben où les SA attaquent des communistes.

**16 février** — L'écrivain Heinrich Mann quitte l'Académie des arts de Prusse pour protester contre les nazis.

**17 février** — En Prusse, Göring autorise par décret les policiers à tirer sans sommation pour réprimer toute manifestation d'opposition.

**20 février** — Discours de Hitler devant une vingtaine de responsables de l'industrie et de la haute finance choisis par Schacht et Göring. Il répond à leur attente par l'annonce de l'édification d'un État autoritaire et du démantèlement des « syndicats marxistes », quel que soit le résultat du scrutin du 5 mars. En conclusion de la réunion, Schacht invite les présents à financer la campagne électorale du NSDAP.

**22 février** — Göring crée une force de police auxiliaire (Hilfspolizei) regroupant SA, SS et Stahlhelm, soit 40 000 hommes.

**27 février** — Incendie du Reichstag. Les nazis accusent les communistes. Des milliers d'entre eux sont arrêtés à travers tout le pays. De nombreux autres opposants sont également arrêtés, dont l'écrivain anarchiste Erich Mühsam, qui sera assassiné l'année suivante au camp d'Oranienburg.

**Nuit du 27 au 28 février** — Göring donne l'ordre d'arrêter 4 000 fonctionnaires du parti communiste, de fermer leurs locaux, d'interdire leur presse et de placer des écrivains « suspects », tel Carl von Ossietzky, en « détention préventive ».

**28 février** — La réunion ministérielle décrète la fin des droits fondamentaux de l'individu (liberté des personnes, inviolabilité du domicile, liberté d'opinion, de réunion, de presse, secret postal, etc.). Il ouvre la voie aux arrestations arbitraires et légalise celles de la nuit précédente. Un autre décret instaure la répression contre la trahison envers le peuple allemand : le gouvernement est autorisé à poursuivre toute personne soupçonnée de s'opposer à lui, ce qui entraîne des milliers d'arrestations. Brecht quitte l'Allemagne.

— Incarcération du président du groupe parlementaire communiste, Ernst Torgler, qui s'est présenté à la police pour tenter de disculper son parti.

**Février** — Réunion de la Conférence sur le désarmement à Genève.

— Ouverture du premier camp de concentration à Oranienburg.

**3 mars** — Trahi par un proche, Ernst Thälmann, le secrétaire du KPD (parti communiste allemand) est mis en état d'arrestation.

**4 ou 5 mars** — En Prusse, Göring organise une répression de grande ampleur contre les opposants politiques. La police reçoit l'ordre de « stopper, par tous les moyens, l'action des organisations antinationales » et « en cas de nécessité de faire usage de ses armes de service ». Les pistolets remplacent les matraques.

**5 mars** — Dernières élections législatives pluripartites : NSDAP 43,9 % (288 sièges, + 93), SPD 18,3 % (120), KPD 12,3 % (81), Zentrum 11,2 % (74), DNVP 8 % (52), BVP 2,7 % (18), DVP 1,1 % (2), Christlicher Volksdienst 1 % (4), Staatspartei 0,9 % (5), autres 0,6 % (3). Participation de 88,8 %. Coalition (Front de combat) NSDAP avec le parti national de Hugenberg (DNVP) : 51,9 % des voix, ce qui est trop peu pour modifier la Constitution (nécessité d'approbation des deux tiers des députés).

**6 mars** — Occupation des sièges des partis socialistes et communistes, des syndicats et des maisons d'édition.

— Après Berlin, des commissaires du Reich sont nommés à Brême et à Lübeck.

**7 mars** — Nomination d'un commissaire du Reich dans le Hesse, où le gouvernement se retire sans résistance devant la brutalité nazie.

**8 mars** — Nomination de commissaires nazis en Saxe, Wurtemberg et Bade.

**9 mars** — Le Bulgare Georgui Dimitrov, secrétaire du Bureau occidental du Comité exécutif de l'Internationale communiste, est arrêté pour complicité dans l'incendie du Reichstag.

— Sur ordre du ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick, la SA et la SS veillent à ce que les responsables administratifs soient remplacés par des fonctionnaires nazis sur l'ensemble du territoire allemand.

— Les nazis occupent le Parlement bavarois et en expulsent les députés. Le général von Epp est nommé gouverneur de Bavière.

**11 mars** — Campagne « pour la destruction du marxisme afin que le soulèvement national soit une réalité ».

**12 mars** — Hindenburg interdit le drapeau de la République de Weimar, noir-rouge-or.

**13 ou 14 mars** — Goebbels est nommé ministre de l'Éducation populaire, de l'Information publique et de la Propagande.

**15 mars** — Interdiction du KPD. Toute personne exprimant des idées communistes est mise en état d'arrestation.

**16 mars** — Le chef du gouvernement de Bavière, Held, se retire après les violences subies par ses ministres. Himmler, assisté de Heydrich, devient chef de la police. Il crée le second camp de concentration à Dachau, au nord-ouest de Munich.

**16 ou 17 mars** — Après avoir émis des doutes concernant la question du financement du réarmement allemand, le président de la Reichsbank Hans Luther, ancien chancelier, est remplacé par Hjalmar Schacht et envoyé à Washington comme ambassadeur.

**17 mars** — Création de la garde personnelle de Hitler, la « Leibstandarte Adolf Hitler », forte de 120 hommes et dirigée par Sepp Dietrich.

**19 mars** — Papen se plaint auprès du chancelier à propos de violences commises contre des étrangers par les nazis. Hitler réagit en défendant ses SA et en lançant des menaces voilées contre les conservateurs.

**20 mars** — Hitler négocie le soutien du Zentrum pour recevoir les pleins pouvoirs. Celui-ci formule des exigences d'ordre religieux et politique : reconnaissance des concordats du Vatican avec les Länder, maintien de l'influence religieuse à l'école d'une part, maintien des pouvoirs du président, des garanties quant à la justice et à la fonction publique d'autre part. Brüning réclame des promesses écrites.

**20 ou 22 mars** — Inauguration officielle avec annonce par voie de presse du camp de concentration de Dachau, réservé aux détenus politiques.

**21 mars** — « Journée de Potsdam » organisée par Goebbels pour la rentrée solennelle du Parlement, afin de montrer à l'opinion que la droite nationaliste et les nazis sont unis. La manifestation radiodiffusée et filmée a lieu en présence de toutes les forces sociales et religieuses (à l'exception des gauches) : participation du Reichspräsident Hindenburg, du prince héritier Guillaume de Hohenzollern, de l'armée, du clergé et des représentants du corps diplomatique. La mise en scène débute par des cérémonies religieuses et une commémoration des martyrs du parti présidée par Hitler. À midi, le chancelier serre la main du Reichspräsident devant l'église de la garnison, geste symbolisant l'union de la Prusse et du national-socialisme, et confirmé par le dépôt d'une gerbe sur la tombe de Frédéric II.

**22 mars** — Marchandage des dirigeants nazis avec les 73 députés du Zentrum pour qu'ils votent les pleins pouvoirs à Hitler.

**23 mars** — Réunion du Reichstag à l'opéra Kroll ; les SS et les SA entourent celui-ci et réclament de la part des députés un vote positif en proférant des menaces : le Parlement vote

à une écrasante majorité la « loi d'habilitation » (Ermächtigungsgesetz) qui abroge *de facto* la Constitution weimarienne. Hitler, en tenue SA, reçoit les pleins pouvoirs pour quatre ans (vote des deux tiers de l'Assemblée, dont le Zentrum, qui n'a pourtant pas reçu la lettre de confirmation de ses exigences promise par Hitler) : 444 voix pour et 94 contre (seul le SPD, par la voix d'Otto Wels, ose encore condamner la violence et s'opposer aux projets).

— L'industriel Fritz Thyssen, qui ne figure pas dans la direction du RDI (Fédération de l'industrie allemande du Reich), réclame brusquement l'alignement de celui-ci sur les principes nazis ainsi que de nouvelles élections.

**24 mars** — Le Syndicat patronal remercie Hitler d'avoir sauvé l'économie allemande.

— Une loi abolit la démocratie parlementaire.

— Goebbels imagine de confisquer la journée symbolique du 1<sup>er</sup> mai au profit des nazis.

**25 mars** — À Londres, l'Alliance internationale contre l'antisémitisme décide le boycott des marchandises allemandes.

**28 mars** — Goebbels organise le boycott des magasins tenus par des Juifs à Berlin.

— Les évêques catholiques diffusent la déclaration de Fulda qui appelle au soutien du nouvel ordre (la destruction du libéralisme et du marxisme satisfait la hiérarchie).

— Fritz Lang s'exile après avoir refusé la direction du cinéma allemand que lui proposait Goebbels.

**29 mars** — *Le Testament du Dr Mabuse* de Fritz Lang est interdit par les nazis.

**31 mars** — Première loi sur la mise au pas des régions, qui met fin aux mandats communistes dans les Länder et les communes.

**1<sup>er</sup> avril** — Opération contre les « violences juives », dirigée par le gauleiter de Franconie, Julius Streicher : des SA se postent devant les magasins juifs, déployant des pancartes et cherchant à interdire aux clients d'y pénétrer. Les mêmes scènes se déroulent devant les pharmacies, les cabinets de

médecins et d'avocats. Dans la soirée, un défilé des organisations nazies à Berlin proteste contre les « agissements des Juifs ». Hitler explique qu'il a préféré prendre les devants pour éviter que la population ne se livre spontanément à des débordements. La population n'ayant toutefois montré aucun empressement à suivre et ayant même protesté, le mouvement est stoppé. Hitler interdit les actions antisémites.

**2 avril** — Dissolution des syndicats. Fondation du Deutsche Arbeitsfront (Front allemand du travail).

**5 avril** — Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes, occupe les locaux du Comité national des associations de jeunesse.

**7 avril** — Deuxième loi sur la mise au pas des régions : Hitler impose un Statthalter (gouverneur) à la place des anciens gouvernements. Ce nouvel administrateur est chargé du contrôle économique et exerce généralement aussi la fonction politique de « chef de district » (gauleiter). Le gouvernement publie aussi une loi sur le « rétablissement du système des fonctionnaires de profession ». Sous le prétexte indiqué dans son intitulé, cette loi légalise l'élimination des Juifs (et des gens de gauche) de la fonction publique. Grâce à Hindenburg, les Juifs anciens combattants conservent leur poste jusqu'en 1935.

— Le patronat est autorisé à licencier le personnel suspecté d'activités politiques ou syndicales contraires à la bonne marche des affaires de l'État.

**11 avril** — Göring est nommé Ministerpräsident de Prusse.

**20 avril** — Limitation de l'accès des écoles, lycées et universités aux Juifs. Ouverture des Napola (abréviation de Nationalpolitische Erziehungsanstalten), écoles d'élite chargées de préparer, en internat durant six années et à partir de l'âge de douze ans, aux carrières de l'armée.

**21 avril** — Hitler nomme son ami Rudolf Hess « suppléant du Führer » (Stellvertreter des Führers).

**26 avril** — Göring crée la Gestapo, la police secrète d'État, ainsi qu'un tribunal spécial pour les crimes politiques.

**30 avril** — Après avoir annoncé sa rupture avec la Deuxième Internationale, le SPD dénonce les attaques de sa presse contre Hitler.

**Avril** — Dans le cadre d'une mise au pas du secteur religieux, Ludwig Müller, un aumônier militaire protestant, est chargé de fonder une Église protestante unique (Reichskirche).

**Mai** — Kraus commence la rédaction de *Troisième nuit de Walpurgis*.

**1<sup>er</sup> mai** — Le gouvernement décrète cette journée « Jour du travail national » : une grande manifestation, organisée techniquement par l'architecte Albert Speer, a lieu à Berlin à laquelle le syndicat ADGB (proche du SPD) accepte de participer.

— Lancement du programme de construction des autoroutes.

— Suspension des nouvelles adhésions au parti nazi.

**2 mai** — À l'initiative de Robert Ley, les locaux des syndicats sont occupés et le patrimoine saisi tandis que les dirigeants sont arrêtés.

**3 mai** — L'industriel Krupp reçoit les pleins pouvoirs pour réorganiser le secteur industriel dans l'esprit souhaité par le gouvernement de « concentration nationale ».

**10 mai** — Plusieurs villes universitaires d'Allemagne sont le théâtre d'une véritable nuit d'autodafés (*Bücherverbrennung*) : la « littérature nuisible et prohibée » (20 000 ouvrages) est brûlée, en place publique, lors d'une cérémonie présidée par Goebbels.

— Institution du Front du travail (Deutsche Arbeitsfront) de Robert Ley auquel doivent adhérer tous les ouvriers.

**15 mai** — Loi sur les propriétés paysannes, déclarées biens héréditaires du Reich.

**17 mai** — Au Reichstag, Hitler prononce un « discours de paix » vis-à-vis de l'étranger. Il se déclare prêt à désarmer à condition que les autres nations en fassent autant. Les députés du SPD siégeant encore au Parlement approuvent par leur vote la déclaration de politique extérieure de Hitler.

**19 mai** — Institution à la tête des « quatorze régions économiques » de quatorze curateurs, administrateurs du travail (*Reichstreuhandler*) qui dépendent du ministre du Travail et doivent contrôler les salaires.

**20 mai** — En Autriche, création du Vaterländische Front (Front patriotique) opposé à Hitler; il devient le seul parti autorisé. Ses trois chefs principaux sont le chancelier Dollfuß, Starhemberg et Schuschnigg.

**26 mai** — Loi sur la saisie des biens du KPD (parti communiste).

— Malgré la répression qu'il subissent, les communistes allemands, toujours sous la coupe de Moscou, continuent à tenir la social-démocratie pour l'ennemi principal, attitude aussi irresponsable devant la menace nazie que l'anticommunisme des dirigeants sociaux-démocrates du SPD.

**Mai** — L'Allemagne et l'URSS prolongent le traité de Berlin de 1926.

— Interdiction par Dollfuß du parti communiste en Autriche.

**1<sup>er</sup> juin** — Plan Reinhardt : loi sur la réduction du chômage, qui prélude au programme des grands travaux de rénovation des villes du Reich.

**2 juin** — Création par les industriels d'un fonds de soutien au parti nazi : Adolf-Hitler-Spende.

**5 juin** — Dissolution des partis politiques à l'exception du parti national-socialiste.

**7 juin** — Signature à Rome du pacte pour la paix entre l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. Avec cet accord, Mussolini voudrait neutraliser les ambitions territoriales allemandes dont ses visées sur l'Autriche.

**9 juin** — Le chef d'orchestre Arturo Toscanini refuse de participer au festival de Bayreuth en réaction contre l'attitude des nazis vis-à-vis des artistes.

**17 juin** — Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes, est promu Reichsjugendführer, responsable de l'en-

semble de la jeunesse allemande. Il entreprend de dissoudre toutes les organisations de jeunesse, hormis les catholiques (autonomes jusqu'en 1937).

**19 juin** — Le RDI, dissous un mois plus tôt, devient la Corporation de l'industrie allemande. Krupp conserve la présidence et l'organisation préserve une certaine autonomie.

— Le comité directeur du SPD décide d'éliminer les Juifs de sa direction.

**19 ou 20 juin** — Le chancelier autrichien Dollfuß interdit le parti nazi, qui comptait 68 500 membres, ainsi que les organisations qui lui sont liées.

**21 juin** — Les SA investissent le quartier ouvrier de Berlin-Köpenick et y déchaînent une « semaine sanglante » qui fait 91 victimes.

— Seldte livre le Stahlhelm à Hitler.

— Un avion allemand lance des tracts nationaux-socialistes au-dessus de Ried en Autriche.

**22 juin** — Hitler interdit le SPD comme organisation « hostile à l'État ». Regroupé autour de Paul Löbe, un petit nombre de parlementaires se déclare prêt à coopérer avec le régime mais doit vite renoncer.

**23 juin** — Des avions allemands lancent des tracts au-dessus de la ville de Linz en Autriche, avec un appel signé Alfred Proksch.

**26 juin** — Loi pour la prévention de la « progéniture héréditairement malade ».

**26, 27 ou 30 juin** — Le ministre de l'Économie et de l'Agriculture, Alfred Hugenberg, est contraint de démissionner du gouvernement. Il se retire entièrement de la vie politique. Il est remplacé par K. Schmitt.

**27 juin** — Le Staatspartei, privé de ses mandats, se saborde.

**28 juin** — Le DVP s'autodissout.

**1<sup>er</sup> juillet** — Première de l'opéra *Arabella*, de Richard Strauss.

**3 juillet** — Martin Bormann devient le secrétaire particulier de Rudolf Hess, lui-même adjoint du Führer.

— Les Juifs commencent à être exclus de la fonction publique.

**5 juillet** — Brüning est obligé de dissoudre son parti, le Zentrum.

**6 juillet** — Devant les Statthalter, Hitler proclame la « fin de la révolution » et déclare qu'il faut « conduire le courant incontrôlé de la révolution [les SA] dans le lit sûr de l'évolution ». En réaction, Röhm parle alors de trahison des objectifs de la révolution.

**14 juillet** — Une loi interdit la création de nouveaux partis et le NSDAP devient officiellement parti unique. Une autre loi fait du référendum l'unique mode de consultation populaire. Par ailleurs, les statuts de l'Église protestante unique sont prêts. Le gouvernement décide aussi de plusieurs autres lois : stérilisation des malades mentaux et des incurables, confiscation des biens des ennemis de la Communauté raciale populaire, retrait de la nationalité allemande aux exilés, intégration de l'Église évangélique à l'État nazi.

— Signature à Rome du Pacte à quatre (ou Pacte d'entente et de collaboration). Conclu pour dix ans, il prévoit que les quatre puissances (Allemagne, France, Italie et Grande-Bretagne) se concerteront régulièrement et feront tous leurs efforts pour collaborer au maintien de la paix dans le cadre de la SDN (Société des nations).

**15 juillet** — Fondation d'un Conseil général de l'industrie allemande autour de Krupp, Thyssen, Vöglér, Bosch, Siemens et Schröder.

**20 juillet** — Signature d'un concordat entre l'Allemagne et le Saint-Siège, qui voit en Hitler un moyen efficace pour briser le communisme : l'Église catholique allemande conserve le droit d'avoir des écoles et de pratiquer le culte mais les prêtres doivent se tenir à l'écart de la politique.

**26 juillet** — Promulgation d'une loi de stérilisation afin d'« améliorer la race allemande ».

**30 juillet** — Le professeur Jakob Wilhelm Hauer von Tübingen et le comte de Reventlow créent un nouveau culte anti-

chrétien et antisémite fondé sur les anciennes traditions germaniques : le Deutsche Glaubensbewegung (Mouvement pour la foi allemande).

**31 juillet** — Six mois après la prise de pouvoir des nazis, les premiers camps de concentration comptent déjà, selon une information ministérielle, 26 789 prisonniers politiques.

**Juillet** — Constitution clandestine de l'aviation allemande.

**1<sup>er</sup> août** — Premières condamnations à mort de militants communistes.

— Apparition des premières brochures clandestines antinazies.

**31 août – 3 septembre** — Congrès du parti nazi à Nuremberg : Journée du parti pour la victoire.

**11 septembre** — Le pasteur et théologien luthérien Martin Niemöller, opposant au national-socialisme, suscite la création de l'Association des pasteurs en détresse, qui doit par « un engagement total et inconditionnel » combattre toute atteinte à la confession évangélique et aider matériellement les frères opprimés.

**20 ou 21 septembre** — Ouverture devant la Cour suprême de Leipzig du procès de l'incendie du Reichstag. Parmi les accusés, outre l'incendiaire présumé, le Hollandais Marinus Van der Lubbe, on relève le nom de Ernst Torgler, président du groupe communiste à l'Assemblée ainsi que la présence de trois communistes bulgares.

**22 septembre** — Création de la Reichskulturkammer (Chambre culturelle du Reich) présidée par Goebbels et à laquelle doivent obligatoirement adhérer tous les « travailleurs de l'esprit ». Elle est composée d'une chambre littéraire, d'une chambre de la presse, d'une chambre de la radio-diffusion, d'une chambre théâtrale, d'une chambre musicale, d'une chambre des beaux-Arts et d'une chambre du cinéma. La Reichskulturkammer bride tous les acteurs de la vie culturelle.

**27 septembre** — Lors du synode de Wittenberg, l'Église évangélique évince le pasteur von Bodelschwingh et nomme



Ludwig Müller évêque du Reich (*Reichsbischof*). L'Église évangélique allemande soutient officiellement le régime nazi.

**30 septembre** — Le nombre de chômeurs atteint presque 4 millions.

— Hitler approuve le programme de construction d'auto-  
routes.

**Septembre** — Kraus termine *Troisième nuit de Walpurgis*.

**4 octobre** — Hitler met fin à la liberté de la presse et menace les journalistes de prison.

**10 octobre** — La SDN crée un haut-commissariat chargé des problèmes des réfugiés afin de venir en aide aux Allemands antinazis qui ont dû fuir leur pays.

**14 octobre** — L'Allemagne décide de se retirer de la Conférence du désarmement. Hitler annonce que les Allemands seront appelés à ratifier cette décision par référendum. Le jour même, maniant le chaud et le froid, Hitler propose des accords bilatéraux de sécurité.

**19 octobre** — L'Allemagne quitte la SDN.

**Octobre** — Le chef du KPD de Berlin, Walter Ulbricht, émigre à Paris où il fait partie de la direction du KPD en exil.

— Le secrétaire particulier de Rudolf Hess, Martin Bormann, obtient le grade de « chef du Reich du NSDAP ».

**12 novembre** — Première élection au Reichstag pour le parti unique national qui obtient 92,1 % des voix.

— Par ailleurs, 89,9 % des votants ont approuvé par référendum la sortie de l'Allemagne de la SDN.

**15 novembre** — Inauguration de la Reichskulturkammer. Son président, le ministre Goebbels, prononce un discours sur la fonction désormais dévolue à la culture.

**24 novembre** — Promulgation d'une loi sur la protection des animaux.

**25 novembre** — Rassemblement du mouvement protestant de résistance contre la politique nazie en matière ecclésiastique.

**27 novembre** — Afin de planifier et de contrôler les loisirs du peuple allemand, le Front du travail (DAF) crée l'organisation « Kraft durch Freude » (« La force par la joie »).

**1<sup>er</sup> décembre** — Loi « sur l'unité du parti et de l'État » : le NSDAP devient une institution d'État. Pour calmer Röhm, chef des SA, Hitler le nomme ministre sans portefeuille.

**15 décembre** — Fritz Lang, réfugié en France, commence à Paris le tournage de *Liliom*, pour la Fox-Europe, produit par l'ancien producteur vedette de l'UFA, Erich Pommer, lui aussi exilé.

**19 décembre** — L'évêque protestant du Reich Ludwig Müller intègre la « Jeunesse évangélique » aux « Jeunesses hitlériennes ».

**23 décembre** — La Cour suprême de Leipzig prononce son verdict sur l'incendie du Reichstag : l'incendiaire présumé, le Hollandais Marinus Van der Lubbe, est condamné à mort – il sera décapité le 10 janvier 1934. Faute de preuve, les quatre accusés communistes (Torgler, Dimitrov, Popov, Tanev) sont relaxés – ayant acquis la nationalité soviétique, les trois Bulgares sont extradés en avion vers Moscou mais Torgler, exclu du KPD, reste en prison jusqu'en 1936.